

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 1 :

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.6352-3 et L.6352-4 et R.6352-1 à R.6352-15 du Code du travail. Il s'applique à tous les stagiaires participant à une action de formation organisée par AR INSTITUTE PARIS, quelle que soit la durée de formation et pour l'ensemble de ladite durée de formation.

Ce règlement a notamment pour objet de rappeler à chacun ses droits et ses devoirs afin d'organiser la vie durant le stage de formation dans l'intérêt de tous.

Un exemplaire de ce règlement est remis à chaque stagiaire avant toute inscription définitive.

Section 1. Mesures applicables en matière de santé et de sécurité dans l'établissement

Article 2 : Hygiène et sécurité

La prévention des risques d'accidents et de maladies est impérative et exige de chacun le respect total de toutes les prescriptions applicables en matière d'hygiène et de sécurité. A cet effet, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur dans l'organisme, lorsqu'elles existent, doivent être strictement respectées sous peine de sanctions disciplinaires.

En particulier, chaque stagiaire s'engage à respecter :

- les prescriptions applicables en matière d'hygiène et de sécurité sur les lieux de formation ;
- toute consigne imposée soit par la direction d'AR INSTITUTE PARIS soit par le constructeur ou le formateur s'agissant notamment de l'usage des matériels mis à sa disposition.

Chaque stagiaire doit veiller à sa sécurité personnelle et à celle des autres en respectant, selon sa formation, les consignes générales et particulières en matière d'hygiène et de sécurité.

Le cas échéant, et dans l'hypothèse où le stagiaire serait amené à constater un dysfonctionnement du système de sécurité, il en avertit immédiatement la direction d'AR INSTITUTE PARIS.

Conformément à l'article R.6352-1 du Code du travail, lorsque la formation se déroule dans une entreprise ou un établissement déjà doté d'un règlement intérieur, les mesures d'hygiène et de sécurité applicables aux stagiaires sont celles de ce dernier règlement.

Article 3 : Consignes d'incendie

Les consignes d'incendie et notamment un plan de localisation des extincteurs et des issues de secours sont affichés dans les locaux où se déroulent les formations. Le stagiaire est tenu d'en prendre connaissance.

En cas d'alerte, le stagiaire doit cesser séance tenante toute activité de formation et suivre dans le calme les instructions du représentant habilité d'AR INSTITUTE PARIS ou des services de secours.

Tout stagiaire témoin d'un début d'incendie doit immédiatement appeler les secours en composant le 18 à partir d'un téléphone fixe ou le 112 à partir d'un téléphone portable et alerter un représentant d'AR INSTITUTE PARIS.

Article 4 : Accident

Tout accident ou incident survenu à un stagiaire pendant la formation ou pendant le temps de trajet entre le lieu de formation et son domicile ou son lieu de travail doit être immédiatement déclaré par le stagiaire accidenté ou les personnes témoins de l'accident à un représentant d'AR INSTITUTE PARIS.

Conformément aux dispositions de l'article R.6342-3 du Code du travail, l'accident survenu au stagiaire pendant qu'il se trouve dans l'organisme de formation ou pendant qu'il s'y rend ou en revient fait l'objet d'une déclaration par le responsable d'AR INSTITUTE PARIS auprès de la caisse de sécurité sociale.

Article 5 : Boissons alcoolisées et stupéfiants

L'introduction ou la consommation de stupéfiants ou de boissons alcoolisées dans les locaux est formellement interdite. Il est interdit aux stagiaires de pénétrer ou de séjourner en état d'ivresse ou sous l'emprise de stupéfiants dans l'organisme de formation.

Article 6 : Interdiction de fumer

En application du décret n°92-478 du 29 mai 1992 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, il est interdit de fumer dans les salles de formation et plus généralement dans l'enceinte de l'organisme de formation ou de l'établissement au sein duquel se déroule la formation.

Conformément aux dispositions du décret n°2017-633 du 25 avril 2017, il est également interdit de « vapoter » et de fumer des cigarettes électroniques dans l'enceinte de l'établissement.

Section 2. Règles applicables en matière de discipline

Article 7 : Horaires et retards

Les stagiaires doivent se conformer aux horaires fixés et communiqués au préalable par AR INSTITUTE PARIS, soit par voie d'affichage, soit à l'occasion de la remise aux stagiaires du programme de stage, soit par toute voie qui paraîtra appropriée à l'organisme de formation. Le non-respect de ces horaires est susceptible d'entraîner la mise en œuvre de sanctions.

Sauf circonstances exceptionnelles, les stagiaires ne peuvent s'absenter pendant les horaires de stage.

En cas d'absence, de retard ou de départ avant l'horaire prévu, les stagiaires doivent avertir AR INSTITUTE PARIS et s'en justifier.

AR INSTITUTE PARIS informe immédiatement le financeur (employeur, administration, Fongecif, Région, Pôle Emploi, etc...) de cet événement.

Toute absence, retard ou départ anticipé non justifié par des circonstances particulières constitue une faute passible de sanctions disciplinaires.

En outre, et conformément aux dispositions de l'article R.6341-45 du Code du travail, le stagiaire dont la rémunération est prise en charge par les pouvoirs publics s'expose à une retenue sur sa rémunération de stage proportionnelle à la durée de l'absence.

Aux fins de s'assurer du respect des dispositions du présent article, le stagiaire est tenu de renseigner la feuille d'émargement au fur et à mesure du déroulement de la formation. Il peut lui être demandé de réaliser un bilan de la formation.

A l'issue de l'action de formation, le stagiaire se voit remettre une attestation de fin de formation et une attestation de présence au stage à transmettre, selon le cas, à son employeur ou à l'organisme qui finance l'action.

Le stagiaire s'engage à remettre, dans les meilleurs délais, à AR INSTITUTE PARIS les documents que cette dernière doit renseigner en tant que prestataire (demande de rémunération ou de prise en charges des frais liés à la formation ; attestations d'inscription ou d'entrée en stage, etc...).

Article 8 : Accès aux locaux

Sauf autorisation expresse de la direction d'AR INSTITUTE PARIS, le stagiaire ne peut :

- entrer ou demeurer dans les locaux de formation à d'autres fins que la formation
- y introduire, faire introduire ou faciliter l'introduction de personnes étrangères à l'organisme
- procéder, au sein desdits locaux, à la vente de biens ou services

Article 9 : Tenue et comportement

Les stagiaires sont invités à se présenter systématiquement en tenue décente et d'avoir un comportement garantissant le respect des règles élémentaires de savoir vivre, de savoir être en collectivité, ainsi que le bon déroulement des formations.

La publicité commerciale, la propagande politique, syndicale ou religieuse sont interdites dans l'enceinte de l'organisme.

Par ailleurs, il est interdit aux stagiaires :

- de modifier les supports de formation
- de modifier les réglages des paramétrages de l'ordinateur
- de manger dans les salles de cours
- d'utiliser leurs téléphones portables durant les sessions de formation

Article 10 : Utilisation des machines, matériels et appareils

Chaque stagiaire a l'obligation de conserver en bon état le matériel qui lui est confié en vue de sa formation. Les stagiaires sont tenus d'utiliser le matériel conformément à son objet. L'utilisation du matériel à des fins personnelles est interdite.

Toute anomalie dans le fonctionnement des machines, des appareils et du matériel et tout incident doivent être immédiatement signalés au formateur qui a en charge la formation suivie.

Article 11 : Responsabilité de l'organisme

AR INSTITUTE PARIS décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration des objets personnels de toute nature déposés par les stagiaires dans son enceinte ou celle dans laquelle se déroule la formation.

Article 12 : Sanctions

Tout agissement considéré comme fautif par la direction de l'organisme de formation pourra, en fonction de sa nature et de sa gravité, faire l'objet de l'une ou l'autre des sanctions ci-après par ordre croissant d'importance :

- Avertissement écrit par le Directeur de l'organisme de formation ;
- Blâme
- Exclusion définitive de la formation
-

Article 13 : Entretien préalable à une sanction et procédure.

Aucune sanction ne peut être infligée au stagiaire sans que celui-ci ne soit informé dans le même temps et par écrit des griefs retenus contre lui. Lorsque l'organisme de formation envisage une prise de sanction, il convoque le stagiaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise à l'intéressé contre décharge en lui indiquant l'objet de la convocation, la date, l'heure et le lieu de l'entretien, sauf si la sanction envisagée n'a pas d'incidence sur la présence du stagiaire pour la suite de la formation.

Au cours de l'entretien, le stagiaire a la possibilité de se faire assister par une personne de son choix, stagiaire ou salarié de l'organisme de formation. La convocation mentionnée à l'article précédent fait état de cette faculté. Lors de l'entretien, le motif de la sanction envisagée est indiqué au stagiaire : celui-ci a alors la possibilité de donner toute explication ou justification des faits qui lui sont reprochés.

Lorsqu'une mesure conservatoire d'exclusion temporaire à effet immédiat est considérée comme indispensable par l'organisme de formation, aucune sanction définitive relative à l'agissement fautif à l'origine de cette exclusion ne peut être prise sans que le stagiaire n'ait été au préalable informé des griefs retenus contre lui et, éventuellement, qu'il ait été convoqué à un entretien et ait eu la possibilité de s'expliquer devant une Commission de discipline.

La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc ni plus de 15 jours après l'entretien où, le cas échéant, après avis de la Commission de discipline.

Elle fait l'objet d'une notification écrite et motivée au stagiaire sous forme lettre recommandée, ou d'une lettre remise contre décharge. L'organisme de formation informe concomitamment l'employeur, et éventuellement l'organisme paritaire prenant à sa charge les frais de formation, de la sanction prise.

Section 3. Modalités selon lesquelles est assurée la représentation des stagiaires

Article 14 : Représentation des stagiaires

Lorsqu'un stage a une durée supérieure à 500 heures, il est procédé à l'élection d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant en scrutin uninominal à deux tours. Tous les stagiaires sont électeurs et éligibles, sauf les détenus admis à participer à une action de formation professionnelle.

L'organisme de formation organise le scrutin qui a lieu pendant les heures de formation, au plus tôt 20 heures, au plus tard 40 heures après le début du stage. En cas d'impossibilité de désigner les représentants des stagiaires, l'organisme de formation dresse un PV de carence qu'il transmet au préfet de région territorialement compétent.

Les délégués sont élus pour la durée de la formation. Leurs fonctions prennent fin lorsqu'ils cessent, pour quelque cause que ce soit de participer à la formation.

Si le délégué titulaire et le délégué suppléant ont cessé leurs fonctions avant la fin de la session de formation, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions prévues aux articles R.6352-9 à R.6352-12.

Les représentants des stagiaires font toute suggestion pour améliorer le déroulement des stages et les conditions de vie des stagiaires dans l'organisme de formation. Ils présentent toutes les réclamations individuelles ou collectives relatives à ces matières, aux conditions d'hygiène et de sécurité et à l'application du règlement intérieur.